

LES DÉFAILLANCES ET SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} TRIMESTRE 2007

Altaires est un acteur de référence des services aux entreprises. Il fournit à ses clients des solutions pour accélérer la croissance dans deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier en France, en Europe et à l'international.

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'études trimestrielles, dans deux domaines spécifiques de la connaissance inter-entreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- les retards de paiements en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'études trimestrielles. Ces études sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site www.altaires.fr et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : MARDI 3 AVRIL 2007

ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altaires.fr

Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01
www.altaires.fr

Responsable des études
Thierry Millon
Tél : 04 72 65 15 51

RELATIONS PRESSE : ACTUAL CONSULTANTS

Aurélié DELMAET - Françoise LINHART
agence@actualconsultants.fr
36 ter avenue Franklin Roosevelt
77210 Avon Fontainebleau

Tél : 01 60 70 00 00 – Fax : 01 60 39 02 02
www.actualconsultants.fr

NANTERRE, LE MARDI 3 AVRIL 2007

DÉFAILLANCES ET SAUVEGARDES D'ENTREPRISES : L'ÉTUDE TRIMESTRIELLE ALTARES

Nette augmentation des défaillances d'entreprises (+ 12 %) et des procédures de sauvegarde (+ 20 %) au cours du 1^{er} trimestre 2007.

Altares, le spécialiste de la connaissance inter-entreprises, constate une accélération des défaillances d'entreprises sur le premier trimestre 2007. L'ensemble des activités est mal orienté à l'exception des Transports et, dans une moindre mesure, de l'Industrie. Les défaillances continuent d'augmenter rapidement dans les grandes entreprises, mais n'épargnent plus les petites.

Dans les régions, seules l'Auvergne et le Limousin enregistrent encore un recul des défaillances. Sur la même période, les ouvertures de procédures de sauvegarde progressent sensiblement.

Forte augmentation du nombre de défaillances et de sauvegardes

La remontée des défaillances d'entreprises de plus de 5% en fin d'année 2006, observée dans la dernière étude trimestrielle d'Altares, s'accélère sur les trois premiers mois 2007. En comparaison de la même période 2006, le nombre de défaillances d'entreprises est en hausse de 12%. Ce mauvais chiffre annule la très bonne tendance relevée sur le premier semestre 2006 où les défaillances reculaient de 11%. Depuis le début de l'année, plus de 11 700 procédures collectives ont été prononcées par les tribunaux. En parallèle de ces défaillances, les ouvertures de procédures de sauvegarde progressent de 20%. Sur le 1^{er} trimestre 2007, 106 sauvegardes ont été demandées contre 88 sur la même période de 2006. Depuis la mise en place de cette nouvelle procédure au 1^{er} janvier 2006, 615 entreprises ont été concernées.

Vulnérabilité des grandes sociétés mais aussi des jeunes entreprises de petite taille

Mal orientées tout au long de l'année 2006, les grandes entreprises continuent d'enregistrer une augmentation des défaillances sur le premier trimestre 2007. Pour celles de plus de 50 salariés, la hausse est de 16%.

Le retournement le plus sensible est observé sur les petites structures. Jusque-là plus épargnées, les entreprises de 0 à 2 salariés avaient connu une fin d'année 2006 difficile (+8%). Le début d'année est plus lourd encore avec une dégradation de 15%.

Seules les entreprises de 20 à 49 salariés enregistrent une baisse des défaillances.

Ces petites entreprises sont généralement jeunes, tandis que les plus grandes sont plus âgées. C'est pour cela que les défaillances augmentent sur la population des 3 à 5 ans (+ 17%) comme sur celle des plus de 16 ans (+23%).

Les sauvegardes sont, quant à elles, équitablement réparties entre les plus de 10 et les moins de 10 salariés. Elles augmentent très rapidement (+ 46%) dans la tranche des 6 à 49 salariés.

¹ Chiffres arrêtés au 27 mars de chaque année



Decide with Confidence



Des défaillances stables dans l'Industrie et en baisse sensible dans le Transport

La plupart des secteurs enregistrent une hausse des défaillances. C'est particulièrement le cas dans le Bâtiment (+17%). Les défaillances augmentent de plus de 20% dans les travaux de maçonnerie générale, la construction de maisons individuelles, la plâtrerie, et d'environ 15% dans la menuiserie et la peinture. L'immobilier emboîte le pas du Bâtiment avec des sinistres en hausse de 27% principalement dans les activités d'agence et promotion immobilière.

L'Industrie agroalimentaire connaît une dégradation de 41%, principalement dans les métiers de boulangerie et pâtisserie. L'augmentation des défaillances du Commerce (+ 11%) se concentre plus fortement dans le commerce de détail (+ 17%), notamment les métiers de bouche et d'équipement de la maison.

Les activités de Services ne sont pas épargnées. La dégradation est de 10% dans les Services aux entreprises, notamment les activités de conseils et ingénierie, et de 13% dans les Services aux particuliers.

L'Industrie hors agroalimentaire résiste (-1%), dans les biens d'équipements (-16%) et intermédiaires (-5%). En revanche, le secteur dérape dans les biens de consommation (+16%), surtout dans les activités d'édition de revue, imprimerie et photogravure.

Le Transport est le seul secteur à être bien orienté (-14%).

Parmi les autres activités, notons la poursuite de la sévère évolution constatée l'année dernière sur les métiers de la santé (+ 332%). En effet, en rendant désormais le droit des faillites applicable aux personnes physiques exerçant une activité indépendante, y compris une profession libérale, la loi dite de sauvegarde continue de peser sur les statistiques.

Concernant la sauvegarde, ce n'est plus dans l'Industrie qu'elles sont les plus nombreuses, mais dans les Services aux entreprises, essentiellement dans des activités de conseil.

Un retournement qui touche la quasi-totalité des régions

Si l'Île-de-France, qui pèse près du quart des défaillances d'entreprises françaises, était parvenue à contenir la dégradation en fin d'année 2006, elle est frappée à son tour par le retournement de tendance (+11%). Provence-Alpes-Côte d'Azur, deuxième région en nombre de défaillances, enregistre une dégradation de 15%. Rhône-Alpes, qui avait connu un mauvais quatrième trimestre 2006 (+ 14%), réduit son évolution de moitié (+ 7%).

C'est en Aquitaine que la situation est la plus critique. Avec plus de 660 défaillances sur les premiers mois 2007 (+39%), elle est désormais la quatrième région en nombre de défaillances, dépassant ainsi le Languedoc-Roussillon, le Nord-Pas de Calais et le Midi-Pyrénées.

Pays-de-Loire, Bretagne, Bourgogne, Poitou-Charentes dérapent de plus de 20%, Champagne-Ardenne et Franche-Comté de plus de 30%.

Seuls l'Auvergne et le Limousin résistent à -8%.

En termes de sauvegarde, PACA (19) et Rhône-Alpes (18) demeurent, comme en 2006, les régions où la nouvelle procédure est la plus utilisée. L'Île-de-France qui avait peu utilisé le dispositif début 2006, occupe cette année la troisième place (12). La Haute-Normandie est la quatrième région à compter plus de 10 sauvegardes. Toutefois, les 11 procédures ouvertes dans cette région concernent uniquement 2 groupes.



Decide with Confidence



Le bilan des sauvegardes 12 mois après les premières ouvertures

Un an après sa mise en place, l'utilisation de la nouvelle procédure de sauvegarde semble s'accélérer. Les dossiers Eurotunnel et Libération en 2006, et Smoby plus récemment, ont sans doute contribué à rendre l'explication de texte plus pédagogique et, par voie de conséquence, à offrir un éclairage pratique sur ce dispositif. Pour autant, que peut-on retenir de l'expérience des premières ouvertures de sauvegarde de début 2006 ?

Tout d'abord, il faut se souvenir que dans les procédures de redressement judiciaire, les délais d'observations nécessaires à l'élaboration d'un plan de continuation sont souvent de 12 mois et plus. Alors qu'il suffira de 4 à 6 mois pour décider d'une conversion de RJ en LJ, la procédure de sauvegarde nécessite les mêmes délais. C'est pour cela qu'il est primordial d'attendre plus d'un an pour mesurer efficacement les impacts du nouveau dispositif.

Un an après, l'analyse des décisions du premier trimestre 2006 offre des tendances plus claires : 32% des sauvegardes ont été converties en RJ ou LJ. À peine moins (28%) ont obtenu un plan de sauvegarde. Un chiffre encourageant quand on le compare à celui des suites de procédures collectives « classiques ». En effet, le taux de transformation des RJ en plan de continuation se situe aux environs de 12%. Le taux de « réussite » de la sauvegarde est donc deux fois supérieur à celui du RJ. De plus, 40% des sauvegardes du début 2006 sont toujours en cours, et donc susceptibles d'améliorer encore ce taux de validation des plans.

« Si la prévention est au cœur du nouveau dispositif, il demeure que l'objectif de l'entreprise en sauvegarde n'est pas tant de proposer un plan que se donner les moyens de sa pérennité. Comme chaque entreprise, elle doit trouver des nouveaux clients, suivre les anciens, se faire payer dans des délais encadrés. 92% des défaillances d'entreprises sont à terme converties en liquidations, précipitant avec elles nombre de leurs clients, sous-traitants ou fournisseurs. Prévoir et mesurer ses risques financiers sont les clés d'une croissance maîtrisée. Pour cela, la connaissance de ses partenaires actuels et futurs est sans aucun doute un efficace outil d'anticipation et donc de prévention », observe Thierry Millon, Responsable des Études Altares.



Decide with Confidence



NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Définition de la défaillance : sont retenues comme défaillantes les entreprises ayant fait l'objet de l'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire directe. Ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédures, à savoir liquidations judiciaires ou plans de redressement jugés après l'ouverture d'un redressement judiciaire. Ne sont pas davantage retenues les cessations amiables d'activité.

Définition de la sauvegarde : sont retenues les entreprises ayant fait l'objet de l'ouverture d'une procédure de sauvegarde. Ne sont, par conséquent, pas considérées, les procédures amiables et les ouvertures de redressement ou liquidation judiciaire.

Les défaillances et les sauvegardes sont comptabilisées à la date du jugement et non à la date de publication de l'information.

Les sources des défaillances et des procédures de sauvegarde collectées par Altares : Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des Greffes des Tribunaux de Commerce ou des chambres commerciales des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance. Altares est également licencié du BODACC (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

Le BODACC publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de redressement et liquidation judiciaires. Les statistiques de défaillances diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC. ■

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altares : 04 72 65 15 51

A PROPOS D'ALTARES

ALTARES est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France.

Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

ALTARES répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1er réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), ALTARES diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B. Les clients d'ALTARES disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 100 Millions d'entreprises dans le monde.

Dirigée par Thierry Asmar, ALTARES, Filiale du Groupe FININFO, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 50 Millions d'Euros, l'entreprise compte

près de 300 collaborateurs répartis sur 3 sites principaux : Nanterre, Rambouillet et Villeurbanne.

ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altares.fr
www.altares.fr
Thierry Asmar
Tél : 01 41 37 51 04



Decide with Confidence



PARTIE 1

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} TRIMESTRE 2007

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

7

- 8 Statistiques France globale
 - Statistiques France par tranches d'effectifs
 - Statistiques France par secteurs d'activités
- 9 Statistiques France par âge
 - Statistiques par Région
- 10 Statistiques par activités détaillées
- 11 Évolution des défaillances d'entreprises - 12 mois glissants - Mars 2002 à Mars 2007
 - Carte d'évolution des défaillances d'entreprises par Région (comparaison 1^{er} trimestre 2007 - 1^{er} trimestre 2006)

PARTIE 2

LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} TRIMESTRE 2007

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES

12

- 13 Statistiques France Globale
 - Statistiques France par tranches d'effectifs
 - Statistiques France par secteurs d'activités
- 14 Statistiques par âge
 - Statistiques par Région
- 15 Carte des ouvertures de sauvegarde par Région

PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} TRIMESTRE 2007

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES (SITUATION AU 27 MARS DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES FRANCE GLOBALE

	1 ^{er} trimestre 2006	1 ^{er} trimestre 2007
Total France	10 454	11 760
Évolution trimestre N/trimestre N-1	- 11 %	12 %

STATISTIQUES FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	1 ^{er} trimestre 2006	1 ^{er} trimestre 2007	Évolution Trimestre
0 salarié	5 032	5 774	15 %
1 ou 2 salariés	2 721	3 130	15 %
3 à 5 salariés	1 285	1 400	9 %
6 à 9 salariés	631	664	5 %
10 à 19 salariés	471	507	8 %
20 à 49 salariés	232	190	- 18 %
50 à 99 salariés	52	55	6 %
100 à 199 salariés	20	24	20 %
200 salariés et plus	10	16	60 %

STATISTIQUES FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

ACTIVITÉS	1 ^{er} trimestre 2006	1 ^{er} trimestre 2007	Évolution Trimestre
AGRICULTURE	318	328	3 %
COMMERCE	2 641	2 925	11 %
BÂTIMENT	2 432	2 845	17 %
INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	237	335	41 %
INDUSTRIE HORS IAA	868	862	- 1 %
TRANSPORT	413	356	- 14 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES	41	67	63 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 442	1 588	10 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 575	1 774	13 %
IMMOBILIER	259	328	27 %
AUTRES ACTIVITÉS	228	352	54 %

STATISTIQUES FRANCE PAR ÂGE

ÂGES	1 ^{er} trimestre 2006	1 ^{er} trimestre 2007	Évolution Trimestre
moins de 2 ans	2 183	2 260	4 %
3 à 5 ans	3 244	3 789	17 %
6 à 10 ans	2 278	2 519	11 %
11 à 15 ans	1 154	1 233	7 %
16 à 50 ans	1 569	1 932	23 %
51 ans et plus	26	27	4 %

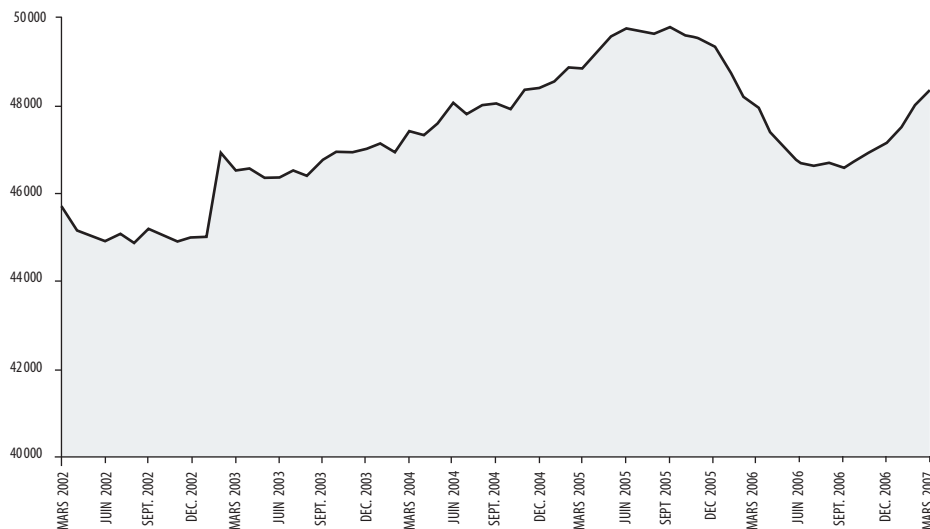
STATISTIQUES FRANCE PAR RÉGION

RÉGIONS	1 ^{er} trimestre 2006	1 ^{er} trimestre 2007	Évolution Trimestre
Alsace	306	310	1 %
Aquitaine	475	662	39 %
Auvergne	172	157	-9 %
Basse-Normandie	182	199	9 %
Bourgogne	251	317	26 %
Bretagne	382	477	25 %
Centre	364	403	11 %
Champagne-Ardenne	164	218	33 %
Corse	53	58	9 %
Franche-Comté	163	217	33 %
Haute-Normandie	221	223	1 %
Île-de-France	2 455	2 735	11 %
Languedoc-Roussillon	630	638	1 %
Limousin	123	112	-9 %
Lorraine	328	358	9 %
Midi-Pyrénées	476	480	1 %
Nord-Pas de Calais	533	567	6 %
Pays-de-Loire	392	480	22 %
Picardie	247	254	3 %
Poitou-Charentes	231	297	29 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 097	1 268	16 %
Rhône-Alpes	1 111	1 185	7 %

STATISTIQUES PAR ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

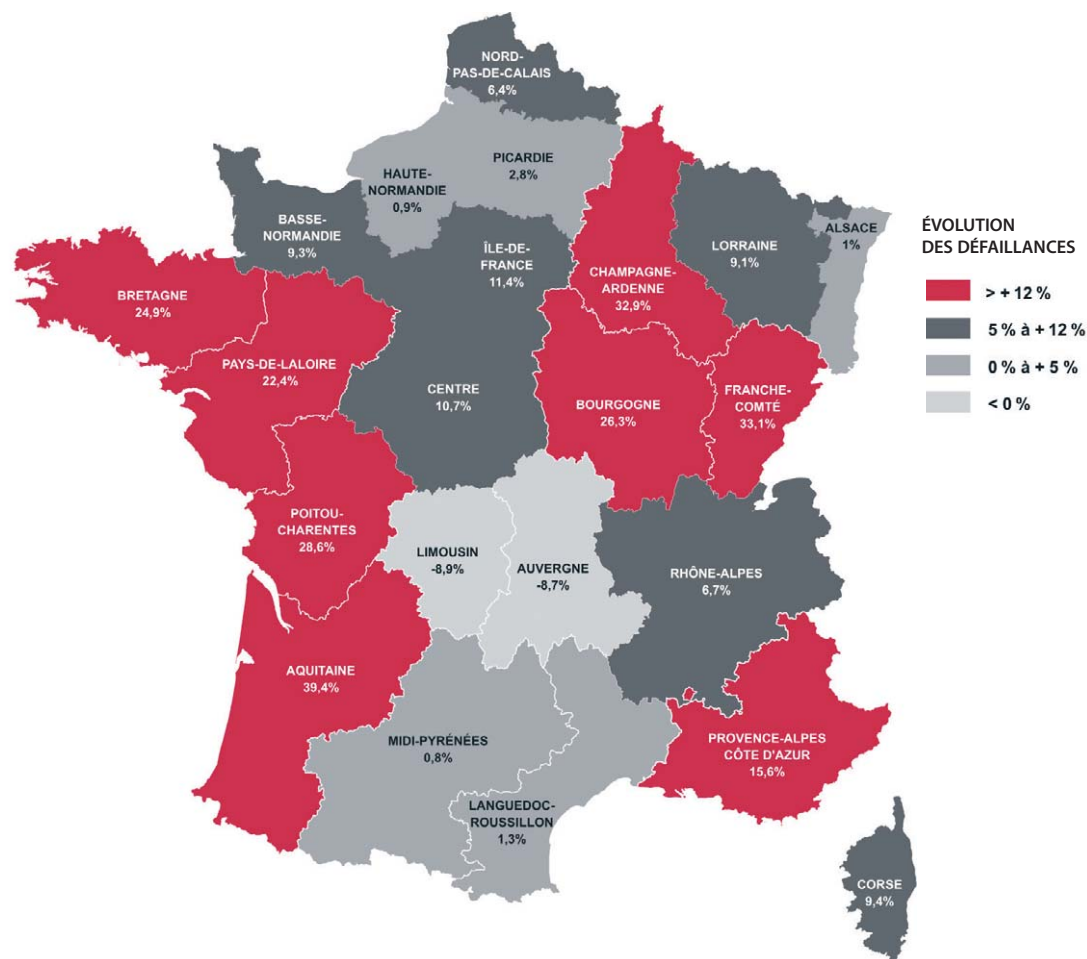
ACTIVITÉS	1 ^{er} trimestre 2006	1 ^{er} trimestre 2007	Évolution Trimestre
AGRICULTURE	318	328	3 %
Chasse Pêche Forêt	64	55	-14 %
Culture	188	192	2 %
Élevage	66	81	23 %
COMMERCE	2 643	2 925	11 %
Commerce et réparation de véhicule	387	378	-2 %
Commerce de détail	1 425	1 667	17 %
Commerce de gros	831	880	6 %
BÂTIMENT	2 432	2 845	17 %
INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	237	335	41 %
INDUSTRIE HORS IAA	868	862	-1 %
Industrie des biens de consommation	311	361	16 %
Industrie des biens d'équipement	246	206	-16 %
Industrie des biens intermédiaires	293	279	-5 %
Autres Industries (minière, automobile, électricité, gaz, eau)	18	16	-11 %
TRANSPORT	413	356	-14 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES	41	67	63 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 444	1 588	10 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 576	1 774	13 %
Café, Hôtels, Restaurants	1 169	1 318	13 %
Autres Services aux particuliers	407	456	12 %
IMMOBILIER	259	328	27 %
AUTRES ACTIVITÉS	223	352	58 %
Santé	31	134	332 %
Action sociale	18	34	89 %
Activités associatives	43	48	12 %
Education	80	106	33 %
Activités non connues	51	30	-41 %
Ensemble des activités	10 454	11 760	12 %

ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES (Données 12 mois glissants - Mars 2002 à Mars 2007)



CARTE D'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES PAR RÉGION (COMPARAISON 1^{ER} TRIMESTRE 2007 / 1^{ER} TRIMESTRE 2006)

SOURCE: ALTARES



PARTIE 2

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ÈME} TRIMESTRE 2007

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES (SITUATION AU 27 MARS DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES FRANCE GLOBALE

	1 ^{er} Trimestre 2006	1 ^{er} Trimestre 2007	Evolution trimestre
Total France	88	106	20 %

STATISTIQUES FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	1 ^{er} Trimestre 2006	1 ^{er} Trimestre 2007	Evolution trimestre
0 salarié	12	13	8 %
1 ou 2 salariés	20	20	0 %
3 à 5 salariés	9	10	11 %
6 à 9 salariés	6	10	67 %
10 à 19 salariés	17	22	29 %
20 à 49 salariés	14	22	57 %
50 à 99 salariés	4	4	0 %
100 salariés et plus	6	5	-17 %

STATISTIQUES FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

ACTIVITÉS	1 ^{er} Trimestre 2006	1 ^{er} Trimestre 2007	Evolution trimestre
AGRICULTURE	3	2	-33 %
COMMERCE	15	15	0 %
BÂTIMENT	9	11	22 %
INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	5	4	-20 %
INDUSTRIE HORS IAA	21	21	0 %
TRANSPORT	5	3	-40 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	11	25	127 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	16	14	-13 %
IMMOBILIER	1	3	200 %
AUTRES ACTIVITÉS	2	8	300 %

STATISTIQUES FRANCE PAR ÂGE

ACTIVITÉS	1 ^{er} Trimestre 2006	1 ^{er} Trimestre 2007	Evolution trimestre
moins de 2 ans	6	14	133 %
3 à 5 ans	16	21	31 %
6 à 10 ans	24	21	- 13 %
11 à 15 ans	13	15	15 %
16 et plus	29	35	21 %

STATISTIQUES FRANCE PAR RÉGION

ACTIVITÉS	1 ^{er} Trimestre 2006	1 ^{er} Trimestre 2007
Alsace	3	2
Aquitaine	6	1
Auvergne	2	2
Basse-Normandie	3	8
Bourgogne	2	1
Bretagne	8	6
Centre	5	2
Champagne-Ardenne	0	5
Corse	0	1
Franche-Comté	2	2
Haute-Normandie	0	11
Île-de-France	3	12
Languedoc-Roussillon	1	5
Limousin	2	0
Lorraine	9	0
Midi-Pyrénées	4	3
Nord-Pas de Calais	3	1
Pays-de-Loire	3	0
Picardie	1	1
Poitou-Charentes	2	5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	17	19
Rhône-Alpes	12	18

OUVERTURES DE SAUVEGARDE PAR RÉGION

1^{ER} TRIMESTRE 2007

SOURCE ALTARES

